



## Assemblée générale

Distr. générale  
11 décembre 2012

Soixante-septième session  
Point 95, e, de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 3 décembre 2012

[sur la base du rapport de la Première Commission (A/67/410)]

#### **67/70. Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, en particulier sa résolution 66/55 du 2 décembre 2011,

*Rappelant également* les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

*Tenant compte* de la création par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région de l'Afrique centrale,

*Réaffirmant* que le Comité a pour rôle de mener en Afrique centrale des activités de reconstruction et de consolidation de la confiance entre ses États membres, y compris par des mesures de confiance et de limitation des armements,

*Rappelant* la Déclaration de Sao Tomé sur une position commune de l'Afrique centrale relative au Traité sur le commerce des armes, adoptée par les États membres du Comité le 16 mars 2011, à leur trente-deuxième réunion ministérielle, tenue à Sao Tomé du 12 au 16 mars 2011<sup>1</sup>,

*Prenant note* des résultats de la Conférence des Nations Unies pour un traité sur le commerce des armes, tenue à New York du 2 au 27 juillet 2012, et prenant note également de la deuxième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue à New York du 27 août au 7 septembre 2012,

<sup>1</sup> Voir A/66/72-S/2011/225, annexe.



*Convaincue* que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

*Saluant* la déclaration sur une feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale, adoptée par les États membres du Comité consultatif permanent le 8 décembre 2011 à leur trente-troisième réunion ministérielle, tenue à Bangui du 5 au 9 décembre 2011<sup>2</sup>,

*Considérant* que la mise en œuvre de cette feuille de route devrait être conforme aux obligations juridiques et administratives pertinentes, énoncées dans les résolutions 1373 (2001) du 28 septembre 2001, 1624 (2005) du 14 septembre 2005 et 1963 (2010) du 20 décembre 2010 du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>3</sup>,

*Notant* l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les États concernés qui tiennent compte des caractéristiques propres à chaque région, étant donné que ces mesures peuvent contribuer à la stabilité régionale ainsi qu'à la paix et à la sécurité internationales,

*Convaincue* que le développement ne peut être réalisé que dans un climat de paix, de sécurité et de confiance mutuelle, aussi bien à l'intérieur des États qu'entre eux,

*Rappelant* la Déclaration de Brazzaville sur la coopération pour la paix et la sécurité en Afrique centrale<sup>4</sup>, la Déclaration de Bata pour la promotion de la démocratie, de la paix et du développement durables en Afrique centrale<sup>5</sup> et la Déclaration de Yaoundé sur la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique centrale<sup>6</sup>,

*Ayant à l'esprit* les résolutions 1196 (1998) et 1197 (1998) adoptées par le Conseil de sécurité respectivement les 16 et 18 septembre 1998, à l'issue de l'examen du rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique<sup>7</sup>,

*Soulignant* la nécessité de renforcer la capacité de prévention des conflits et de maintien de la paix en Afrique,

*Se félicitant* de la coopération étroite instaurée entre le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, ainsi que de la signature, le 3 mai 2012, d'un accord-cadre de coopération entre les deux entités,

*Sachant* que le Comité accorde une plus grande attention aux questions de sécurité humaine, telles que la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui constituent une dimension importante de la paix, de la stabilité et de la prévention des conflits à l'échelon sous-régional,

---

<sup>2</sup> A/67/72-S/2012/159, annexe, pièce jointe I.

<sup>3</sup> Résolution 60/288.

<sup>4</sup> A/50/474, annexe I.

<sup>5</sup> A/53/258-S/1998/763, annexe II, appendice I.

<sup>6</sup> A/53/868-S/1999/303, annexe II.

<sup>7</sup> A/52/871-S/1998/318.

*Se déclarant préoccupée* par les répercussions croissantes sur la paix, la sécurité et le développement en Afrique centrale de la criminalité transfrontière, en particulier les activités de groupes armés tels que l'Armée de résistance du Seigneur, et les actes de piraterie commis dans le golfe de Guinée,

*Considérant* qu'il faut d'urgence empêcher les mouvements éventuels d'armes illicites, de mercenaires et de combattants employés dans des conflits au Sahel et dans les pays voisins de la sous-région centrafricaine,

1. *Réaffirme* son soutien aux efforts visant à promouvoir les mesures de confiance prises aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et les conflits en Afrique centrale et de favoriser la paix, la stabilité et le développement durables dans la sous-région ;

2. *Réaffirme* l'importance des programmes de désarmement et de limitation des armements en Afrique centrale mis en œuvre par les États de la sous-région avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union africaine et des autres partenaires internationaux ;

3. *Salue* les mesures prises par les États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale pour faciliter l'entrée en vigueur rapide de la Convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composants pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage (Convention de Kinshasa)<sup>8</sup>, et encourage les États membres du Comité et autres États intéressés à soutenir financièrement la mise en œuvre de la Convention ;

4. *Engage* les États membres du Comité à mettre en œuvre la déclaration sur une feuille de route pour la lutte contre le terrorisme et la non-prolifération des armes en Afrique centrale<sup>2</sup>, et prie le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et la communauté internationale d'appuyer ces mesures ;

5. *Engage également* les États membres du Comité à exécuter les programmes d'activité adoptés à leurs réunions ministérielles ;

6. *Lance un appel* à la communauté internationale pour qu'elle appuie les efforts entrepris par les États concernés dans la mise en œuvre de leurs programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ;

7. *Prie* le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, en collaboration avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, d'appuyer les efforts déployés par les États membres du Comité, en particulier au regard du Plan de mise en œuvre de la Convention de Kinshasa, adopté le 19 novembre 2010 lors de la trente et unième réunion ministérielle du Comité tenue à Brazzaville du 15 au 19 novembre 2010<sup>9</sup> ;

8. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de continuer d'aider les pays d'Afrique centrale à faire face aux problèmes des réfugiés et des personnes déplacées se trouvant sur leur territoire ;

<sup>8</sup> Voir A/65/517-S/2010/534, annexe.

<sup>9</sup> Voir A/65/717-S/2011/53, annexe.

9. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de continuer à prêter tout leur concours au bon fonctionnement du Centre sous-régional des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique centrale ;

10. *Rappelle* aux États membres du Comité les engagements qu'ils ont pris lors de l'adoption, le 8 mai 2009, de la Déclaration relative au Fonds d'affectation spéciale du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (Déclaration de Libreville)<sup>10</sup>, et invite les États membres du Comité qui ne l'ont pas encore fait à contribuer au Fonds ;

11. *Prie instamment* les autres États Membres et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales de soutenir efficacement les activités du Comité au moyen de contributions volontaires au Fonds ;

12. *Prie instamment* les États membres du Comité de renforcer la composante femmes dans les différentes réunions du Comité ayant trait au désarmement et à la sécurité internationale, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité en date du 31 octobre 2000 ;

13. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour le soutien qu'il a apporté au Comité, salue le rôle joué par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale depuis son ouverture et encourage vivement les États membres du Comité et les partenaires internationaux à appuyer ses travaux ;

14. *Sait gré* au Comité des efforts qu'il déploie pour faire face aux menaces qui pèsent sur la sécurité transfrontalière en Afrique centrale, notamment les activités de l'Armée de résistance du Seigneur, et les actes de piraterie et vols à main armée commis en mer dans le golfe de Guinée, ainsi que les retombées de la situation en Libye et la crise au Mali, et se félicite du rôle joué dans la coordination de ces efforts par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale en étroite collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, l'Union africaine et tous les partenaires régionaux et internationaux concernés ;

15. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour son soutien à la revitalisation des activités du Comité, et le prie de continuer à fournir l'assistance nécessaire au succès de ses réunions ordinaires semestrielles ;

16. *Demande* au Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution ;

17. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée « Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale », la question subsidiaire intitulée « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale ».

48<sup>e</sup> séance plénière  
3 décembre 2012

---

<sup>10</sup> Voir A/64/85-S/2009/288, annexe.